

WARNING: unbalanced footnote start tag short code found.

If this warning is irrelevant, please disable the syntax validation feature in the dashboard under General settings > Footnote start and end short codes > Check for balanced shortcodes.

Unbalanced start tag short code found before:

“Les principaux hommes en armes recensés dans les mines sont des FARDC (66% des sites miniers affectés entre 2016 et 2018 le sont par des militaires officiels). Source : IPIS,”

“L’exportation de minerais accroît en général le risque de guerre (...) car elle permet le financement des groupes rebelles, engendre l’aggravation de la corruption de l’administration, réveille le sentiment sécessionniste et fragilise la population autochtone “.



La RD Congo connaît depuis plus de 20 ans un conflit armé qui a déjà fait des millions de morts. Bien que ce ne soit pas l'unique facteur, la présence de nombreuses ressources naturelles contribue à la poursuite des violences. Comment comprendre ce phénomène ?

LA PRÉSENCE DE RESSOURCES NATURELLES AUGMENTE LE RISQUE D'APPARITION DE CONFLIT

Si l'on ne peut pas établir de lien de causalité automatique entre la présence de ressources et l'émergence de conflit, la présence de ces dernières tend toutefois à augmenter significativement le risque de tension et donc de potentiel conflit.

La présence de ressources naturelles augmente le risque de conflit dans la mesure où ces dernières, sont synonymes d'enrichissement pour les personnes qui les exploitent. La valeur des ressources minières sur le marché mondial, conjuguée à leur disponibilité limitée et à leur accessibilité parfois difficile confèrent à ces dernières une valeur importante. Leur simple présence va donc susciter les convoitises et bien souvent exacerber des tensions entre les différents acteurs qui vont vouloir contrôler leur exploitation et se les approprier pour en tirer des bénéfices.

La compétition entre les acteurs peut se réguler sereinement par un système de répartition équitable, ou grâce à un système législatif juste et performant. Toutefois, comme c'est par exemple le cas en RD Congo, le système ne permet pas toujours de réguler pacifiquement les intérêts concurrentiels entre les acteurs en présence. C'est là qu'apparaissent les conflits.

Ces derniers peuvent émerger pour plusieurs raisons [[Hugon P. (2009), dans OCP Policy Center, Policy Brief, "Ressources naturelles et réalités géopolitiques de l'Afrique", Mai 2017]] :

- Distribution inéquitable des revenus issus des ressources, la corruption ou la mauvaise gestion; le sentiment d'injustice qui peut être alimenté par ces dynamiques crée, alimente ou exacerbe des tensions entre les parties prenantes. Par ailleurs, ces tensions peuvent attiser d'autres divisions (ethniques ou religieuses par exemple).
- Différends frontaliers, terrestres ou maritimes avec un pays voisin quant à la souveraineté sur la zone où se trouvent les ressources ;
- Vellités séparatistes pour des régions riches en ressources ; *Ex : Katanga ou Kasai en RD Congo, deux régions riches en minerais et qui ont vécu des épisodes séparatistes dans le passé.*

Les conflits qui peuvent émerger sont de différents ordres : il peut s'agir de conflits armés (guerre entre pays, guerre civile...) et/ou de conflits sociaux (contestation sociale via la mobilisation des mouvements syndicaux, paysans, de défense des droits humains...).

Les *conflits armés* se mettent en place lorsqu'un groupe veut s'approprier les retombées financières de l'exploitation des ressources. Les *conflits sociaux* peuvent apparaître lorsqu'une population est ignorée lors de la mise en place d'un projet extractif ou lorsque les impacts négatifs de l'exploitation conduisent la population à exprimer ses griefs et revendiquer le respect de ses droits auprès des acteurs qu'elle juge responsables. Si la population a l'impression que ses griefs et revendications ne sont pas écoutés, la contestation sociale peut se durcir et se transformer en conflit social violent. Ces mobilisations engendrent parfois des répressions de la part des forces armées de l'État ou même des entreprises.

L'EXPLOITATION DE RESSOURCES NATURELLES ALIMENTE ET FAIT SOUVENT PERDURER LES CONFLITS ARMÉS

Si la présence de ressources augmente le risque de déclenchement des conflits, elle influence également leur intensité, durée et peut contribuer à la reprise de certains conflits pacifiés [[Groupe inter-agences des Nations Unies pour les actions préventives, "Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles - Industries extractives et conflits", 2012]].

Les acteurs qui ont le contrôle sur l'exploitation des ressources bénéficient de revenus importants. Cet argent peut permettre d'acheter des armes pour continuer à asseoir leur pouvoir, leur autorité et ainsi garder mainmise sur les ressources.

L'influence sur la durée des conflits

Mécanismes de financement :

Dans le cas d'un groupe belligérant en position de faiblesse, prendre possession des ressources à l'endroit où il se trouve lui permet d'obtenir de nouveaux financements et de s'équiper. Cela renforce sa position et diminue la nécessité de négocier. Ce nouvel apport de ressources pour le groupe plus faible peut lui permettre de continuer les hostilités et rend potentiellement le conflit plus long. À l'inverse, si cet apport de ressources naturelles bénéficie à un groupe en position de force dans le conflit, le renforcement de ses moyens de combat peut lui permettre une victoire directe et mettre fin au conflit. Ce qui rend les conflits potentiellement plus courts.

Mécanisme d'avidité :

Les ressources naturelles peuvent offrir une motivation financière aux combattants et les encourager à s'opposer aux accords de paix, ce qui influe sur la durée du conflit en le rendant plus long. En effet, l'enrichissement prend le pas sur les objectifs politiques et/ou militaires qui ont pu être à l'origine du déclenchement du conflit. Ce mécanisme est au cœur de la dynamique du conflit actuellement à l'œuvre à l'Est de la RD Congo. À l'inverse, si la paix semble plus profitable aux différents groupes belligérants, il est possible que les combattants cherchent à négocier la paix, rendant le conflit plus court.

L'influence sur l'intensité des conflits

Le mécanisme de l'appropriation :

Si les belligérants sont dans une logique d'appropriation des ressources, plus le territoire disputé en contient et/ou plus ces ressources ont une valeur économique importante, plus la volonté de se les approprier est grande chez tous les belligérants. Ce qui tend à augmenter le nombre de victimes. Dans le cas de territoires avec des ressources moins nombreuses et/ou de moins grande valeur, le rapport négatif entre les coûts de la guerre et ce qu'elle pourrait rapporter peut suffire à encourager les opposants à trouver un accord.

Le mécanisme de la coopération :

Il peut aussi apparaître aux yeux des belligérants que la coopération pour le partage des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles entre eux représente un moindre coût que de se faire la guerre (ils pillent ensemble). La coopération tend à diminuer le nombre de victimes. Comme on le verra plus loin, ce mécanisme est également à l'œuvre dans le cas du conflit à l'Est de la RD Congo.

LE CAS DU CONFLIT AU SUD-KIVU

En RD Congo le lien entre l'exploitation des ressources et la présence de conflit se vérifie particulièrement. La présence de ressources alimente un conflit silencieux qui déstabilise la région des Grands Lacs depuis de nombreuses années. Si l'accès aux ressources naturelles congolaises n'apparaît pas comme la principale raison du déclenchement du conflit en 1996, il est aujourd'hui clairement l'un des éléments centraux sur lequel se base, depuis près de 20 ans, la stratégie des acteurs en présence.

À l'Est de la RD Congo, l'exploitation a un impact à la fois sur la durée et l'intensité du conflit. Impact sur la durée parce qu'en effet, si le commerce illégal des minerais rapporte si gros, c'est parce qu'il se nourrit du cocktail "instabilité-insécurité-impunité". L'absence de contrôle permet à certains groupes armés de se financer, mais permet surtout l'enrichissement personnel de quelques officiers et autres individus haut placés dans la

hiérarchie des groupes armés. Ils sont entre 70 et 120 à évoluer à l'Est de la RD Congo.

Les pays voisins du géant congolais, pour la plupart impliqués dans les trafics, bénéficient aussi largement de cette situation. Cette recherche continue d'enrichissement conduit inévitablement à une stratégie d'alimentation des conflits. Le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) estime que l'exploitation illégale des ressources en RD Congo (or, bois, ivoire et minerais) rapporterait jusqu'à 1,3 milliard de dollars par an. Le trafic d'or à lui seul générerait annuellement près de 120 millions de dollars. Ces revenus ne reviennent pas intégralement aux groupes armés, mais bénéficient également à des groupes criminels internationaux - notamment abrités par les pays voisins [[ONU, Déclarations de M. ANTÓNIO GUTERRES, Secrétaire général de l'ONU, "Causes profondes des conflits - le rôle des ressources naturelles" (S/2018/901)]].

Concrètement, comment les choses se passent-elles ?

L'enrichissement des groupes armés est principalement tiré de la commercialisation des minerais, plutôt que de l'exploitation artisanale en tant que telle. Néanmoins, il arrive qu'un groupe armé prenne directement le contrôle d'une mine artisanale pour l'exploiter pendant quelques jours, soit en envoyant ses propres soldats extraire le minerai dans les puits, soit en obligeant des civils à le faire pour lui. Cette pratique reste toutefois isolée, et principalement liée aux agissements de certaines unités particulièrement peu scrupuleuses des FARDC [[Les principaux hommes en armes recensés dans les mines sont des FARDC (66% des sites miniers affectés entre 2016 et 2018 le sont par des militaires officiels). Source : IPIS, [[Ibid]] "Cartographie des zones minières artisanales et des chaînes d'approvisionnement en minerais dans l'est de la RDC. Impact des interférences des groupes armés et des initiatives d'approvisionnement responsables", Mai 2019]], car les hommes en armes se limitent généralement à contrôler les abords des sites et à racketter les creuseurs et les négociants de minerais le long des routes commerciales qu'ils contrôlent (prélèvement de taxes en minerais ou en espèces). La présence dans les sites miniers ne représente plus qu'une source de financement parmi d'autres. Comme le souligne IPIS, le commerce illicite se poursuit mais les stratégies de taxation ont été révisées. Aujourd'hui les revenus sont surtout récoltés par la tenue de barrages routiers et de la taxation d'autres ressources (notamment le bois) [[Sur ce thème voir notamment : IPIS, "Tout ce qui bouge sera taxé : l'économie politique des barrières routières au Nord et Sud Kivu", Novembre 2017]]. Il est fréquent que des entreprises paient des taxes à des groupes rebelles pour pouvoir utiliser les routes et acheminer sans trouble leurs marchandises. En échange du paiement de ces "taxes", les rebelles ou militaires assurent la sécurité des convois de l'entreprise. Qu'en est-il de l'intensité des combats ? Elle est relativement faible en RDC. La coopération commerciale entre les différents groupes pour le

trafic de minerais prime souvent sur la logique de l'affrontement militaire. En effet, les périodes d'affrontement direct sont relativement brèves - même à l'Est du pays - et suivies de périodes plus longues d'accalmie, permettant ainsi à la coopération commerciale de se réorganiser. Par ailleurs, la raison première de la plupart des attaques menées par un groupe armé contre un autre est de s'approprier l'accès aux mines et/ ou aux routes commerciales des minerais, plutôt qu'une réelle divergence politique ou idéologique entre eux.

Les premières victimes de ces conflits sont les populations locales qui subissent les stratégies de violences et de terreur des hommes en arme. Ces derniers pratiquent les pillages, meurtres, enlèvements et aussi les viols pour asseoir leur domination. Les personnes déplacées se comptent par dizaines de milliers.

La stratégie du chaos

Les conflits et les violences (dont les violences sexuelles) entretiennent un chaos généralisé dans la région. Ce désordre permanent permet à différents belligérants de pouvoir continuer à s'enrichir grâce à l'exploitation des ressources. En effet, si l'ordre régnait, il serait plus difficile de pouvoir extraire et exporter illégalement les minerais, de ne pas payer de taxes et cela engendrerait une réduction des bénéfices. Ce chaos a pour conséquence directe de ne pas permettre à la population et à l'État - en tant qu'institution- de bénéficier des retombées des richesses minières. De nombreux acteurs en présence (groupes rebelles, FARDC, responsables politiques, hommes/ femmes d'affaires et multinationales ou encore pays voisins) ont donc un intérêt direct majeur à faire perdurer cette crise.

Il est important toutefois de souligner que bien souvent les ressources ne sont pas la seule explication que l'on peut donner aux conflits. Les conflits sont multifactoriels. Cela s'observe d'ailleurs au Sud-Kivu où le conflit, d'une rare complexité, mêle à la fois des enjeux géostratégiques, économiques, mais également politiques et ethniques. Par ailleurs le conflit a des composantes strictement congolaises, une dimension régionale importante (avec notamment le Rwanda et l'Ouganda), mais aussi internationale (en raison des nombreux acteurs étrangers en présence : grandes entreprises et États). La complexité de la situation rend difficile la résolution des conflits.

VERS UN RÔLE PLUS ACTIF DE L'UNION EUROPEENNE ET DE LA BELGIQUE ?

“Les études menées par l'ONU montrent que plus de 40% des conflits armés internes de ces 60 dernières années ont été liés aux ressources naturelles. Les impacts croissants des changements climatiques étant une évidence dans toutes les régions du monde, les risques

ne feront que croître” a récemment mis en garde le Secrétaire Général de l’ONU, M. António Guterres [[ONU, Déclarations de M. ANTÓNIO GUTERRES, Secrétaire général de l’ONU, “Causes profondes des conflits - le rôle des ressources naturelles” (S/2018/901).]].

Les changements climatiques tout comme la pression croissante sur les ressources naturelles de la planète augmentent les risques de conflit dans le monde. La consommation de ressources des pays industrialisés, notamment minières, augmente sans tenir compte des réalités dans les pays producteurs. Les réserves de certaines ressources sont concentrées dans un nombre réduit de pays, comme le coltan et le cobalt en RD Congo [[La RD Congo possède 60 à 80% des réserves de coltan et 50 à 60% des réserves de cobalt mondial.]], deux minerais essentiels à nos nouvelles technologies (smartphones, ordinateurs, etc.). Notre sur-consommation irréfléchie de ces ressources ne va pas contribuer à apaiser les tensions en RD Congo, que du contraire. L’Union européenne et la Belgique devraient initier une véritable réflexion sur leur approvisionnement en ressources, tant au niveau de la disponibilité à long terme de ces ressources non renouvelables que des impacts socio-environnementaux de leur exploitation dans les pays producteurs. Diminuer notre appétit vorace de ressources et appuyer la RD Congo dans l’apaisement des conflits à l’Est pourrait être un premier pas sur le chemin vers la paix.

Clara Debeve & Géraldine Duquenne.





Documents joints

[Comprendre le lien entre conflit et ressources naturelles](#)